



Intelligence and Terrorism Information Center  
at the Israel Intelligence Heritage  
& Commemoration Center (IICC)

5 novembre 2008

## Analyse des conséquences de la décision historique de la Syrie d'établir des relations diplomatiques avec le Liban



Le président Bashar Assad annonçant le décret 358 établissant des relations diplomatiques entre la Syrie et le Liban (télévision syrienne, 14 octobre)

## Introduction

1. Le 14 octobre 2008, le président syrien Bashar Assad a émis le **décret n° 358** portant sur l'établissement de relations diplomatiques entre la Syrie et le Liban, et l'ouverture d'une ambassade de Syrie au Liban (Syrian News Agency, 14 octobre 2008). L'annonce officielle de ce décret a été précédée par un accord conjoint signé par les présidents syrien et libanais, Bashar Assad et Michel Suleiman au cours de la visite de ce dernier, le 13 août dernier, à Damas. Ce décret a été suivi par celui du Liban (classé n° 268) instaurant une ambassade du Liban en Syrie (13 septembre 2008).

2. Le lendemain de l'émission du décret syrien, le ministre libanais des Affaires étrangères Fawzi Salukh s'est rendu en Syrie où il s'est entretenu avec Bashar Assad et son homologue syrien Walid Muallem. Au matin du 15 octobre, les deux ministres ont signé un communiqué conjoint relatif à l'établissement de relations diplomatiques entre leurs pays. Selon eux, la Syrie et le Liban souhaitent renforcer les "excellentes relations nouées entre deux pays frères [sic]," basées sur le respect mutuel pour la souveraineté et l'indépendance de chacun. En réponse à la question d'un reporter, le ministre syrien des Affaires étrangères a précisé que sera nommé avant la fin de l'année 2008 un ambassadeur de Syrie au Liban (agences de presse syrienne et libanaise, 15 octobre 2008).



Fawzi Salukh, ministre libanais des Affaires étrangères : "Nous sommes heureux d'annoncer l'établissement de relations diplomatiques entre nos pays frères." (télévision syrienne)



Signature par les ministres syrien et libanais des Affaires étrangères des documents d'établissement de relations diplomatiques (Syrian News Agency).

## Réactions

3. Au Liban : opposants et supporters du régime syrien ont accueilli favorablement cette décision, encore que le lourd contentieux qui sépare ces pays ait poussé certains à exprimer des réserves concernant le tracé des frontières respectives. Si les détracteurs libanais ont témoigné de suspicion (vraisemblablement du fait qu'ils doutent que la Syrie cessera ses ingérences dans les affaires

intérieures libanaises), les supporters syriens n'ont pour leur part pas fait preuve d'enthousiasme. Les Etats-Unis, la France, l'Égypte et le secrétaire général de l'Onu ont unanimement félicité la Syrie pour cette décision. Le ministre égyptien des Affaires étrangères a tenu à souligner que la question du tracé des frontières exige une solution, tandis qu'un porte-parole américain a exprimé l'espoir que la Syrie respecterait désormais la souveraineté et la sécurité libanaises.

4. Ci-dessous les principales réactions à l'annonce :

i) **Le Premier ministre libanais Fouad Siniora** a taxé l'établissement de relations diplomatiques de "jalon historique" sur la voie de l'indépendance, de la souveraineté et de la liberté d'action du Liban ; il a déclaré qu'il s'agit d'un pas en avant vers le resserrement des relations entre les deux pays fondé sur le respect mutuel (*Al-Safir*, 15 octobre 2008).



**Bashar Assad et Fawzi Salukh, le ministre libanais des Affaires étrangères (Syrian News Agency).**

ii) **Sa'ad Hariri**, leader de l'opposition libanaise à la Syrie (Forces du 14 mars) a qualifié cette décision de "réalisation fondamentale pour le Liban" (*Al-Mustaqbal*, 16 octobre). **Walid Jumblatt**, le dirigeant druze anti-syrien, s'est pour sa part montré plus réservé, se contentant de la qualifier de "développement positif" et d'instauration "de relations saines et équilibrées avec la Syrie" en phase avec les aspirations des Forces du 14 mars. Il a toutefois ajouté : "Nous attendons de nouveaux développements, par exemple la définition du tracé des frontières, notamment celles des Fermes de Shebaa, pour parvenir à des relations saines et sincères avec la Syrie" (*Al-Safir*, 15 octobre 2008).<sup>1</sup>

iii) **Le Hezbollah**, grand partisan de la Syrie au Liban, s'est également félicité de cette mesure, encore que sans grand enthousiasme. Le **cheikh Naïm Qassem**, vice-secrétaire général du Hezbollah, a préconisé le resserrement des relations entre les deux pays au bénéfice des parties. (Syrian Arab News Agency, 14 octobre). **Muhammad Fneish**, membre éminent du Hezbollah et ministre libanais du Travail, a déclaré que l'échange d'ambassades est

un jalon important pour les deux pays, mais que le Liban doit entretenir des relations étroites avec la Syrie dans tous les domaines (Syrian Arab News Agency, 20 octobre).

iv) **Walid Mualllem**, ministre syrien des Affaires étrangères, a déclaré au cours d'une conférence de presse que les intentions de la Syrie sont "fraternelles", ajoutant que les attentats terroristes récents à Damas et Tripoli prouvent que les deux pays sont exposés aux mêmes dangers. "Ce que nous faisons est utile pour la sécurité syrienne et libanaise" (*Al-Safir*, 16 octobre). A notre avis, Mualllem évoque ici le **terrorisme islamiste**, que les deux régimes considèrent comme une menace et qu'ils entendent éradiquer du fait qu'il s'infiltré en Syrie à partir du territoire libanais (ce qui n'empêche pas le régime syrien de l'épauler, comme en témoigne le fait que des groupes affiliés à Al-Qaida se servent de la Syrie comme base opérationnelle à partir de laquelle ils lancent leurs attentats contre les forces américaines en Irak).

v) Pour **Ahmed Abu Ghat**, ministre égyptien des Affaires étrangères, l'établissement de relations diplomatiques entre la Syrie et le Liban est "un pas dans la bonne direction" qui doit servir de base à d'autres mesures bilatérales, notamment le **tracé des frontières** préconisé par le Liban (Middle East News Agency, 16 octobre).

vi) Les **Etats-Unis, la France et le secrétaire général de l'Onu** se sont eux aussi félicités de cette décision. Un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères a affirmé qu'elle contribuerait à la stabilité régionale. Des "sources européennes" ont déclaré au correspondant du quotidien israélien *Haaretz* que la décision syrienne s'inscrit dans les engagements pris par la Syrie l'été dernier pour mettre fin à son isolement sur la scène internationale (Yoav Stern, *Haaretz*, 15 octobre). Le **secrétaire général de l'Onu** a loué cette percée syrienne qu'il a qualifiée d'historique. Quant à **David Welch**, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires proche-orientales, il a rappelé que par le passé les relations de la Syrie et du Liban ont longtemps été tumultueuses, et recommandé à la Syrie de respecter la souveraineté et la sécurité du Liban (interview au journal *Al-Sharq Al-Awsat*, 23 octobre).

## Contexte historique et conséquences

5. Si tous les différends du contentieux syro-libanais **sont loin d'être résolus**, l'accord de la Syrie à l'instauration de relations diplomatiques avec le Liban n'est pas moins une percée historique. Il s'agit de **la première reconnaissance officielle par la Syrie de la souveraineté et de l'indépendance du Liban** depuis l'indépendance de ces pays dans les années 40. Cette reconnaissance constitue un **changement fondamental d'attitude de la Syrie à l'endroit du Liban**. Rappelons à ce propos que depuis l'établissement du Grand Liban par les autorités mandataires françaises (le 1<sup>er</sup> septembre 1920), les nationalistes syriens ont toujours refusé de

reconnaitre l'indépendance du Liban, tenu pour une entité artificielle, illégitime et de création "impérialiste" (plus de détails en annexe). A notre avis, l'évolution récente des relations syro-libanaises est importante dans les domaines suivants :

- i) **Dans les affaires intérieures syrienne**, ce geste historique, précédé par le retrait des troupes syriennes après plus de 30 ans d'occupation au Liban, témoigne que dans des circonstances favorables – ou parce qu'il est soumis à des pressions – le président **Assad est disposé à apporter des changements fondamentaux** à la politique de son père Hafez el-Assad. Les mesures prises par Assad au Liban, fussent-elles dictées par **des exigences et des difficultés ponctuelles** plus que par une initiative politique syrienne, ont mis fin aux interventions de l'armée syrienne au Liban et, **parallèlement**, à l'abandon d'une idéologie qui date du début du XX<sup>e</sup> siècle.
- ii) **En matière d'affaires intérieures libanaises**, l'idéologie et le modus operandi syriens ont certes été adaptés par le président Bashar Assad à la conjoncture actuelle. Toutefois, les **intérêts syriens au Liban**, la volonté de les promouvoir en **faisant usage de la force** et le fait que la Syrie considère le Liban comme sa cour arrière n'ont à notre avis pas vraiment changé. **Les Syriens ne cesseront pas du jour au lendemain leurs ingérences dans la politique intérieure** du Liban, même si l'intervention directe pour protéger leurs intérêts est remplacée par un système de "procuration consentie" de la part du Liban. Le moyen de pression privilégié de la Syrie sur le Liban reste le **Hezbollah**, quand bien même cette organisation maintient sa prime loyauté à l'**Iran**. Ce qui approfondit la dépendance au Hezbollah de la Syrie tout en augmentant la place que tient le Hezbollah sur la scène intérieure libanaise, bénéficiaire du soutien conjugué de l'Iran et de la Syrie.

## Importance et rôle crucial de Hassan Nasrallah pour la Syrie



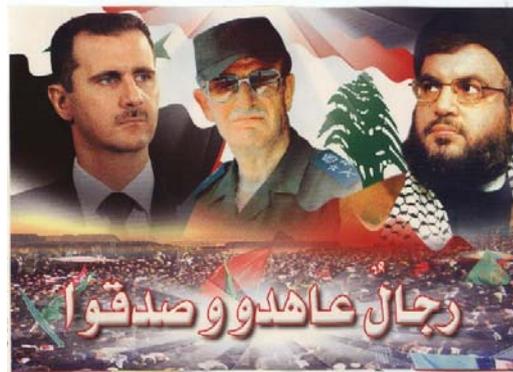
Portraits de Hassan Nasrallah et de Bashar Assad distribuée à Damas<sup>2</sup>. Une autre photo du même genre présente Nasrallah et de hauts responsables du régime syrien, avec au centre Hafez Assad et son fils Bashar, à leur gauche Assef Shawqat et Meher Assad, à droite Nasrallah. Au-dessous, cette inscription : "Une nation dirigée par des lions ne se mettra jamais à genoux."



Le Hezbollah, partenaire stratégique de la Syrie : portraits du président Bashar Assad et de Hassan Nasrallah brandis par des femmes lors d'une manifestation à Damas.



Artiste syrien de Damas peignant Assad et Nasrallah (site : <http://www.swissinfo.ch/ara/swissinfo.html?siteSect=43&sid=6916568&ty=st>).

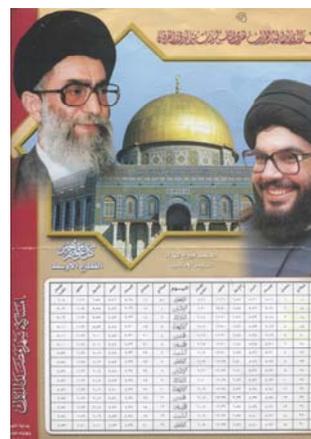


Assad père et fils et Hassan Nasrallah. Sur l'inscription : "Des hommes qui font des promesses et qui les tiennent" (site <http://www.ma7haba.com/vb/member.php?u=16> 16 avril 2008)

## Le régime iranien, source de l'autorité religieuse et politique du Hezbollah



Portraits du chef du Hezbollah Hassan Nasrallah (à droite) et du leader iranien Ali Khamenei entourant le Dôme du Rocher de Jérusalem, sur un calendrier du mois de ramadan saisi au village libanais de Kafr Kila (près de la frontière israélienne) au cours de la Seconde guerre du Liban, le 7 août 2006. Pour le Hezbollah, Khamenei tient lieu d'autorité politique et religieuse suprême



Affiches représentant Ali Khamenei et le leader de la Révolution islamique, l'ayatollah Khomeini, trouvées dans des bases du Hezbollah au Sud-Liban pendant la Seconde guerre du Liban. Du matériel de propagande a également été découvert sur les lieux, preuve de l'exportation de l'idéologie iranienne par le Hezbollah au Liban

- iii) **Pour ce qui est des affaires régionales**, le retrait des forces syriennes du Liban et la reconnaissance par la Syrie de l'indépendance et de la souveraineté libanaises **affaiblit** à l'évidence l'hégémonie syrienne au Liban, et parallèlement **renforce** l'influence iranienne au Liban. Dans ce pays, seul exemple d'exportation réussie de la Révolution islamique iranienne, l'Iran jouit d'un ascendant supérieur à celui qu'exerce le Hezbollah, au sein de la communauté chiite en particulier. Cet ascendant est exploité par l'Iran pour soutenir massivement le Hezbollah en matière militaire, politique et financier, ce qui permet au mouvement de multiplier ses infrastructures militaires et d'acquérir un arsenal composé de dizaines de milliers de roquettes. Le potentiel militaire du Hezbollah constitue une menace permanente pour Israël et peut être utilisé pour harasser les forces israéliennes comme le souhaite l'Iran, et pour promouvoir l'influence iranienne dans les affaires intérieures libanaises. Il s'ensuit que "l'Ordre syrien" qui caractérisa l'époque de Hafez Assad et les premières années du régime de Bashar Assad s'est muté en "**Ordre syro-iranien**" **grâce, dans une large mesure, au Hezbollah**. Ce qui représente un **succès retentissant pour la stratégie iranienne d'hégémonie régionale**.
- iv) **Dans l'arène internationale**, il faut s'attendre à ce que la Syrie se serve du levier de ses relations diplomatiques avec le Liban pour promouvoir l'image de marque de son régime, représenter Bashar Assad en dirigeant fort et résolu capable de tenir ses promesses (en particulier vis à vis de la France et des Etats-Unis après les élections présidentielles). L'instauration de ces relations diplomatiques servira les intérêts de Damas, la fera sortir de

son isolement et réduira les pressions suscitées par les activités subversives de la Syrie au Liban. En améliorant son image de marque, le régime syrien espère aussi s'attirer le soutien du président élu Barack Obama dans le conflit israélo-syrien.

- v) **Les mutations historiques de la politique syrienne à l'endroit du Liban** ne résultent pas d'une stratégie à long terme programmée d'avance, elles sont bien davantage **fonction de la faiblesse du régime et des pressions intérieures et extérieures qu'il subit**. Elles sont aussi la conséquence de développements dramatiques en Syrie, au Proche-Orient et dans le monde : à sa mort, Hafez Assad, qui avait gouverné la Syrie d'une main de fer, libéra le Liban de sa peur du régime syrien. De plus, après les attentats du 11 septembre, la Syrie entrant dans la liste de "l'axe du mal" formulé par l'administration Bush, une coalition franco-américaine s'efforça d'isoler la Syrie et de saper son emprise sur le Liban. Le retrait de Tsalah de la zone de sécurité du Sud-Liban et son déploiement le long de la frontière internationale ôta toute justification à la présence militaire syrienne au Liban. Autant d'éléments qui enflammèrent les forces d'opposition libanaises contre l'Ordre syrien et qui inspirèrent au Liban une coalition anti-syrienne composée de musulmans sunnites, de chrétiens et de druzes qui n'aurait jamais pu se former sous le règne de Hafez Assad.

7. Les événements qui ont affaibli l'Ordre syrien ont atteint leur paroxysme avec l'assassinat du Premier ministre libanais Rafiq Hariri dont a été et est toujours accusée la Syrie – l'élimination des opposants libanais au régime syrien ayant toujours été le modus operandi privilégié de tous les régimes syriens. Cet assassinat a débouché sur un mouvement d'opposition intitulé "Forces du 14 mars" qui a donné lieu à des manifestations de protestation populaire sans précédent à Beyrouth et a abouti au retrait des forces syriennes du Liban suite à une décision précipitée de Bashar Assad (Hafez, son père, avait dû faire face à des situations plus ardues mais ne prit jamais de décisions hâtives). Il en est résulté **un changement dans la carte politique du Liban et l'abrogation de l'accord de Taef**. Du fait que la Syrie est parvenue à rétablir son influence sur le Liban après la Seconde guerre du Liban (2006) grâce au prestige que cette guerre a valu au Hezbollah, Bashar Assad a décidé d'apporter un changement significatif dans la politique libanaise : l'établissement de relations diplomatiques.

8. Pour une courte analyse historique de la politique libanaise de la Syrie, v. en annexe.

## L'exportation au Liban de l'idéologie iranienne



Sélection de publications trouvées dans des villages du Sud-Liban au cours de la guerre de 2006. Toutes célèbrent l'idéologie et les hauts faits des dirigeants de la Révolution islamique d'Iran, en particulier le "leader suprême" Ali Khomeini. Les combattants du Hezbollah ne sont pas les seuls à être endoctrinés d'idéologie chiite intégriste, c'est également le cas des communautés chiites du Liban soumises à l'influence du régime iranien.

# Annexe

---

## Brève rétrospective historique de la politique syrienne au Liban <sup>3</sup>

### Contexte historique

9. Les accords politiques conclus au Proche-Orient après la Première Guerre mondiale (entre 1918 et 1923) procédèrent au morcellement du Proche-Orient en unités politiques distinctes et évitèrent l'établissement d'un Etat arabe conforme aux exigences nationales syriennes. La France, qui obtint le mandat sur la Syrie et le Liban, entendait fonder et consolider l'entité du Mont-Liban à laquelle l'Empire ottoman avait accordé l'autonomie au XIX<sup>e</sup> siècle. Favorisant traditionnellement la communauté chrétienne maronite du Liban qui avait obtenu de l'Empire ottoman son autonomie, la France entretenait avec elle depuis l'époque des Croisés des liens culturels et politiques étroits<sup>4</sup>.

10. C'est pour cette raison, et aussi parce qu'elle souhaitait affaiblir la Syrie, que la France obtempéra aux requêtes de la communauté maronite et établit le 1<sup>er</sup> septembre 1920 l'Etat du **Grand Liban**. Proclamé par le gouverneur français Henri Gouraud, ce nouvel Etat s'étendait sur la région du mont Liban et incluait les zones musulmanes de Beyrouth, le nord de la ville de Tripoli, Sidon, le sud et la vallée de la Beka'a. Le rêve des maronites de l'établissement d'un Grand Liban était devenu réalité, l'apogée d'une lutte menée depuis des siècles pour obtenir l'indépendance et la reconnaissance de ses frontières naturelles<sup>5</sup>.

11. De leur côté, les nationalistes syriens et une proportion considérable de la population musulmane récemment annexée au nouvel Etat **refusèrent d'emblée d'accepter l'existence d'un Liban indépendant** considéré comme un produit de "l'impérialisme occidental." Pour ces derniers, la séparation du Liban du territoire syrien était arbitraire et injuste, comme l'a rappelé en 1985 le **Dr George Jabour**, conseiller de Hafez Assad et directeur du Bureau syrien de recherche installé dans le palais présidentiel de Damas, dans ces termes : "La Syrie et le Liban, et a fortiori la totalité de la grande Syrie (**Bilad al-Sham**<sup>6</sup>), ont toujours constitué une seule et même région, et dans une certaine mesure, le sont toujours... Ces deux pays n'en font indubitablement qu'un, et avec eux la Jordanie et la Palestine..." (*Al-Sijjad*, Beyrouth, 26 juin 1985).

12. Sous le mandat français (1920-1943) les nationalistes syriens évitèrent de transformer le différend libanais en conflit avec la France, ne souhaitant pas nuire à leur propre lutte pour l'indépendance, convaincus qu'ils étaient qu'en toute hypothèse l'indépendance de la Syrie et du

---

Liban se solderait par la suppression des “frontières artificielles” entre les deux pays et finirait par les unir. Ce qui ne se produisit guère. Le refus syrien de reconnaître le Liban en tant qu’Etat indépendant et souverain, auquel s’ajoutaient les aspirations syriennes sur le Liban et les objections de principe au tracé de frontières artificielles par les “impérialistes” après la Première Guerre mondiale – sont autant d’éléments qui sont restés ancrés dans les consciences syriennes et dans l’agenda politique des régimes syriens, celui de Hafez Assad compris.

13. L’idée que la Syrie se fait du Liban s’est manifestée à plusieurs égards : ainsi dans les cartes de géographie imprimées en Syrie dans les années 40 et 50, le territoire libanais fait partie intégrante de la Syrie, et la Syrie a toujours refusé de reconnaître la frontière syro-libanaise comme frontière internationale séparant deux pays souverains. Par ailleurs, la Syrie a toujours catégoriquement refusé de nouer des relations diplomatiques avec le Liban. Raison officielle : l’échange d’ambassadeurs est inutile vu l’étroitesse des relations entretenues par les deux pays. Il va de soi que cet argument était fallacieux puisque depuis son indépendance, les relations du Liban avec la Syrie ont été marquées par d’innombrables frictions, conflits et ingérences syriennes dans les affaires intérieures du Liban. Le rôle normalement dévolu aux ambassades – solutionner les problèmes bilatéraux – fut théoriquement confié à une instance intitulée “Conseil suprême syro-libanais”, bien que dans la plupart des cas les différends furent réglés par des diktats du régime syrien<sup>7</sup>.

14. Les aspirations syriennes à transformer le Liban en protectorat ne sont pas exclusivement idéologiques. Elles sont inspirées par un ensemble complexe **d’intérêts vitaux syriens** dont les principaux sont d’ordre **sécuritaire**<sup>8</sup> – en l’espèce la prévention de toute subversion libanaise contre le régime en place ; **politique** – contrôler le Liban revient pour la Syrie à asseoir son pouvoir vis à vis d’Israël, des pays arabes et de la communauté internationale ; **militaire** – éviter que le Liban ne soit exploité par Israël pour s’emparer des hauteurs du Golan, et en même temps se servir du Liban pour **exercer des pressions sur Israël par l’intermédiaire des organisations terroristes soutenues par la Syrie** à l’époque où le plateau du Golan ne constituait plus une menace pour la Syrie (après la guerre de Kippour en 1973) ; **économique** enfin – promouvoir des intérêts économiques communs à la Syrie et au Liban (sources d’eau, travailleurs syriens au Liban, commerce, etc.)<sup>9</sup>.

### **La Syrie de Hafez Assad**

15. Au cours des trois premières décennies de son indépendance, la Syrie, du fait de sa faiblesse intérieure et de la capacité traditionnelle du Liban à la survie, n’est pas parvenue à réaliser les objectifs ci-dessus. En revanche, pendant la première moitié des années 70, après l’ascension au pouvoir de Hafez Assad, la politique syrienne à l’endroit du Liban se muta en interventions directes

dans les affaires intérieures libanaises par le biais de grands investissements militaires et politiques, jusqu'à ce que le régime syrien parvienne après maintes difficultés à imposer un "Ordre syrien" au Liban, à juguler l'opposition (en particulier celle du camp chrétien dont certains membres entretenaient de bonnes relations avec Israël).

16. Dans l'esprit de Hafez Assad, le Liban était la province occidentale de la Grande Syrie (*Bilad al-Sham*). Il mettait toujours en avant les liens idéologiques et politiques privilégiés à ses dires qui unissaient le Liban et la Syrie pour justifier ses interventions militaires massives au Liban. Une déclaration éloquentes à cet égard date du 20 juillet 1976 au plus fort de la guerre civile libanaise, pour justifier l'invasion du Liban par les troupes syriennes : "**Historiquement, la Syrie et le Liban sont un seul et même pays, un seul et même peuple...** c'est la raison pour laquelle nous partageons les mêmes intérêts et entretenons de bonnes relations... qui assurent la sécurité commune..." (Radio Damas, 20 juillet 1976).

17. La guerre civile libanaise déclenchée en 1975 provoqua l'effondrement du régime traditionnel libanais. La guerre de Kippour, deux ans auparavant, avait donné à la Syrie l'occasion stratégique de juguler les rouages militaires d'abord, puis politiques du Liban. L'érosion de la force de dissuasion d'Israël après la guerre de 1973, l'effondrement du régime libanais pendant la guerre civile et le trauma américain de la guerre du Vietnam supprimèrent les trois éléments qui avaient jusque là servi de frein à la Syrie et l'avait retenue de s'imposer au Liban. La Syrie s'empressa de profiter de l'occasion et, vers le milieu des années 70, plaça son registre libanais en tête de ses priorités. La dernière année de guerre civile au Liban fut encore marquée par des ingérences syriennes indirectes, mais dès le début de 1976 la Syrie se lança dans **des interventions directes** dans les affaires libanaises, à l'aide d'effectifs militaires massifs et de grandes initiatives politiques.

18. Au cours des 25 années du XX<sup>e</sup> siècle, l'**Ordre syrien** s'est imposé – non sans difficultés – **en quatre étapes** :

i) **1976-1982 : la Syrie envahit le Liban pendant la guerre civile.** L'armée syrienne triomphe des milices gauchistes et des Palestiniens (alliés traditionnels de la Syrie, mais qui s'avèrent des opposants féroces pendant la guerre civile et furent par la suite poussés à des affrontements armés contre les phalanges chrétiennes libanaises). L'armée syrienne finit par s'emparer de la plus grande partie du Liban mais ne se déploya pas dans le sud qui resta sous l'emprise de l'OLP, lequel érigea ses infrastructures militaires sous couvert d'un accord syro-israélien (prévoyant qu'au sud d'une ligne passant à l'est de Sidon jusqu'au village de Khoune, l'armée syrienne ne se déploierait pas). A l'époque qui précéda la Première Guerre du Liban, le régime syrien ne parvint pas stabiliser son emprise et, avide de traduire ses succès militaires en capital politique, se rendit vite compte qu'il **était plus facile d'avalier le Liban que de le digérer**, comme le lui prouvera l'avenir.

ii) **1982-1985 : Affrontements avec Israël pendant la Première Guerre du Liban.**

Au début de la guerre, militairement affaiblie et politiquement isolée, la Syrie se retrouva entraînée à des affrontements directs avec Tsahal dans la vallée de la Bekaa où elle essuya des échecs cuisants sans pour autant être réellement vaincue. Par la suite, sa faiblesse militaire l'empêcha d'affronter directement les forces israéliennes **et elle adopta pour politique d'employer ses partisans** pour mener une guérilla terroriste. C'est dans ce but que furent déployés des Gardes de la Révolution iranienne dans la vallée de la Bekaa et que fut créé le Hezbollah. La Syrie s'empressa de soutenir le Hezbollah et d'avaliser les attentats terroristes menées par le mouvement Amal, et utilisa ses alliés libanais pour saboter l'accord israélo-libanais signé sous l'égide des Etats-Unis (l'Accord du 17 mai). Dans ce domaine, les interventions syriennes furent couronnées de succès et finirent par provoquer le retrait unilatéral de Tsahal du Liban en 1985, sans que le moindre accord fût signé entre Israéliens et Libanais.

iii) **1985-1999 : Le Liban devient un protectorat syrien après la Première Guerre du Liban.** La Syrie s'empressa d'exploiter le vide laissé par le retrait unilatéral de Tsahal pour consolider la zone de sécurité et mettre un terme aux ingérences israéliennes dans la politique intérieure libanaise. L'armée syrienne l'emporta sur les forces de Michel Aoun et sur les phalanges chrétiennes, conquiert l'enclave autonome chrétienne établie au mont Liban pendant la guerre civile, entreprit la dissolution des milices libanaises (Hezbollah excepté) et assassina ou exila les dirigeants chrétiens (Michel Aoun, alors chef de l'opposition anti-syrienne et allié actuel du Hezbollah, dut à l'époque s'exiler en France). Israël fut dès lors contraint de retirer ses forces de la zone de sécurité (mai 2000) suite aux attaques du Hezbollah et à l'opposition exprimée par le public israélien à la poursuite des interventions israéliennes au Liban.

iv) **1991-2005 : l'accord de Taef (1989) marque l'instauration de l' "Ordre syrien" au Liban.** L'accord de Taef légitime le contrôle de la Syrie sur le Liban et établit le principe d'un "lien spécial" entre la Syrie et le Liban qui donne la primauté aux intérêts syriens. Il mit fin à une guerre civile interminable et aux agissements de milices rivales, **à l'exception du Hezbollah.** Des partisans avérés de la Syrie furent nommés respectivement président et Premier ministre, la Syrie prit le commandement de l'armée et des services de sécurité libanais, le Liban se trouva impliqué dans toute sorte de traités de coopération et de défense avec la Syrie, qui portèrent une atteinte directe à sa souveraineté et à sa liberté d'action<sup>10</sup>. Dès lors, le régime de Hafez Assad consolida son emprise totale sur le Liban et en tira abondamment profit en matière politique et militaire.

## **Changements apportés par Bashar Assad**

19. L'Ordre syrien (ou Régime de Taef) se délita progressivement entre 2000 et 2005 du fait des événements en Syrie, au Liban et dans toute la région : en premier lieu **la mort de Hafez Assad** qui dirigeait le Liban d'une main de fer. Son fils et successeur Bashar Assad parvint à apaiser les

appréhensions du régime qui doutait de sa force de dissuasion. Sur le front international par ailleurs, après les attentats du 11 septembre 2001, la Syrie fut assimilée par les Etats-Unis et nombre de pays occidentaux aux pays “voyous” de l’**axe du mal**, et les efforts diplomatiques investis par les Etats-Unis et la France pour isoler la Syrie et saper son emprise sur le Liban s’intensifièrent. Le retrait de Tsahal du Liban en 2000 contribua également au réveil des sentiments anti-syriens, les opposants chrétiens ou musulmans sunnites à l’Ordre syrien se renforcèrent, y compris ceux qui étaient de longue date partisans de la Syrie.

20. Les facteurs qui provoquèrent la désagrégation de l’Ordre syrien culminèrent avec l’assassinat du Premier ministre Rafiq Hariri en 2005, où la Syrie avait sa part. Ce meurtre déboucha sur la création des Forces du 14 mars, mouvement d’opposition qui inspira des manifestations sans précédent à Beyrouth et se solda par le retrait des troupes syriennes (après plus de 30 ans d’occupation). Ces événements entraînèrent un retournement de la carte politique libanaise, **la fin tangible de l’Ordre syrien** et, plus récemment, la décision historique de la Syrie de nouer des relations diplomatiques avec le Liban.

21. La conséquence majeure de la disparition de l’Ordre syrien au Liban est en réalité la perte du droit de regard de la Syrie sur les décisions politiques libanaises. Ce qui a permis au Hezbollah – dont Hafez Assad se méfiait – de devenir, avec le soutien syrien et iranien, **une organisation possédant le potentiel militaire d’un Etat semi-national**. Basé sur un arsenal de dizaines de milliers de roquettes, ce potentiel **constitue un danger permanent pour Israël** et étaye **le statut du Hezbollah (et de l’Iran)** dans les affaires intérieures du Liban (l’Accord de Doha signé le 20 mai 2008 qui accorde au Hezbollah un droit de veto sur les décisions du gouvernement libanais est éloquent à cet égard). **Il s’ensuit que le déclin de l’influence syrienne au Liban se traduit par la hausse de l’influence iranienne, encouragée d’une part par la présence du Hezbollah, de l’autre par la croissance démographique de la communauté chiite du Liban et ses incidences politiques et économiques sur le Liban.**

22. **Pour résumer**, si la Syrie de Bashar Assad souhaite l’établissement de relations diplomatiques avec le Liban, c’est qu’elle accepte de renoncer à ses positions idéologiques passées. Il y a trois ans et demi, au moment du retrait des forces syriennes du territoire libanais, le changement s’était déjà amorcé. Pour autant, **les intérêts vitaux de la Syrie n’ont pas changé**, pas plus que le désir syrien de les promouvoir par la force si nécessaire, et la Syrie continue d’exercer une influence primordiale quand bien même la conjoncture nouvelle a abrogé le droit de regard syrien du temps de Hafez Assad. L’Ordre syrien s’est désormais muté en Ordre irano-syrien qui, compte tenu de son ampleur géographique, est indéniablement un succès du projet hégémonique de l’Iran.

<sup>1</sup> Depuis leur indépendance, le Liban et la Syrie n'ont jamais réglé leurs différends frontaliers, y compris celui relatif au tracé des frontières le long des versants du mont Hermon (ou Fermes de Shebaa). En réponse aux appels lancés dans ce sens par des dirigeants libanais, le représentant de la Syrie à l'Onu **Bashar al-Ja'afari** a déclaré que ce problème, bilatéral et lié à la souveraineté des deux pays, exige l'accord des gouvernements syrien et libanais et que "la vraie raison de l'échec d'un accord sur les frontières est l'occupation par Israël des hauteurs du Golan, des Fermes de Shebaa et de la partie septentrionale du village de Ghajar" (*Al-Sharq Al-Awsat*, 31 octobre 2008).

<sup>2</sup> Le Centre d'information sur les renseignements et le terrorisme possède l'original.

<sup>3</sup> Pour une analyse historique de la politique libanaise de la Syrie, cf. Reuven Avi-Ran (Erlich), *The Syrian Involvement in Lebanon since 1975*, Westview Press, Inc., Boulder Colorado, 1991.

<sup>4</sup> Pendant les croisades, les maronites collaborèrent avec les croisés et nouèrent des relations avec le Vatican et l'Europe chrétienne. A compter du XVI<sup>e</sup> siècle ils aspirèrent au soutien européen. Au XVII<sup>e</sup>, le patriarche maronite s'adressa au nom de ses ouailles à Louis XIV qui leur accorda sa protection personnelle et celle de l'Eglise de France. Depuis, la France a maintenu sa protection sur cette communauté jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Son hégémonie fut remplacée par celle des Etats-Unis.

<sup>5</sup> Ce territoire annexé dans des conditions dramatiques modifia la composition de la population libanaise du fait de la hausse de la population musulmane pro-syrienne. Ce qui explique les épreuves libanaises et sa faiblesse politique depuis l'indépendance du Liban en 1943 et jusqu'à nos jours.

<sup>6</sup> **Bilad al-Sham**, "la terre du nord" désigne la région septentrionale de la péninsule arabique. Sous la dynastie omeyyade (661-750) cette région constituait une entité politique et territoriale distincte, puis fit partie de l'Empire ottoman jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Au terme Bilad al-Sham (Sham est le toponyme hellénistique de la Syrie) fut attribuée une signification politique nouvelle par une poignée de jeunes chrétiens de Beyrouth et Damas qui furent les instigateurs du mouvement nationaliste arabe pendant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce terme inclut de nos jours la Syrie, le Liban, la Jordanie et Israël.

<sup>7</sup> Avec l'instauration des ambassades, l'existence du Conseil suprême pourrait sembler superflu. Toutefois, les Syriens **ne semblent pas pressés de le révoquer**. Après l'annonce conjointe de l'établissement de relations diplomatiques, le ministre syrien des Affaires étrangères a déclaré à la presse que la question du Conseil suprême "sera fixée conformément aux accords entre les deux pays, et que pour l'heure le Conseil continue d'exister" (Agence de presse libanaise, 15 octobre). A une autre occasion, Walid al-Muallem a affirmé "il n'y a pas d'incompatibilité entre le Conseil suprême syro-libanais et le fonctionnement des ambassades" (Al-Nashra News Agency, Liban, 2 novembre 2008).

<sup>8</sup> Les questions de sécurité et les menaces qui pèsent sur les deux pays ont toujours été prioritaires pour la Syrie, comme l'a fait remarquer Walid Muallem au moment de l'établissement des relations diplomatiques syro-libanaises.

<sup>9</sup> Pour plus de détails, consulter Avi-Ran, *op.cit.* p. 6-15

<sup>10</sup> Selon **l'accord de Taef du 22 octobre 1989** "l'existence de relations spéciales entre la Syrie et le Liban s'expliquent par leur proximité historique et par la communauté de leurs intérêts stratégiques." Les Syriens ont exploité cette définition pour contraindre le Liban à souscrire en mai 1991 au "Traité syro-libanais de fraternité, coopération et coordination" de même qu'à un accord de défense en juillet 1989. Deux accords qui ont permis et permettent toujours à la Syrie d'intervenir impunément dans les affaires intérieures libanaises, même après l'échange d'ambassadeurs. Il suffit de souligner à ce propos qu'après l'annonce officielle de l'établissement de relations diplomatiques, Nassri Khouri, secrétaire général du Conseil suprême syro-libanais, a déclaré que cette instance superviserait la mise en oeuvre des accords et la gestion des relations courantes entre les deux pays. Selon lui, les accords – de coopération et de Taef – passés entre les deux pays sont révélateurs des relations privilégiées entretenues par la Syrie et le Liban (Syrian News Agency, 19 octobre 2008). Apparemment, la Syrie n'est pas encore parvenue à interioriser la portée réelle de ses futures relations diplomatiques avec le Liban.